



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE L'INDUSTRIE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Canada

Une publication du SER d'Ottawa
Semaine du 21 au 28 février

Focus : La France en force au salon minier du PDAC



Pour la deuxième année consécutive, la France a organisé lors de la première journée du grand salon minier PDAC, qui se tient à Toronto du 2 au 5 mars, un événement dédié à l'actualité minière en France et à la coopération bilatérale sur ce sujet avec le Canada. Cet événement, introduit l'Ambassadeur de France au Canada, Michel Miraillet, et la sous-ministre adjointe principale des Ressources naturelles du Canada, Isabella Chan, et animé par Benjamin Gallezot, délégué interministériel à l'approvisionnement en métaux et minéraux stratégiques, a mis en lumière plusieurs initiatives stratégiques, telles que la stratégie d'approvisionnement du gouvernement français et le programme d'identification des ressources minérales françaises. Des retours d'expérience d'investisseurs étrangers en France ont également été présentés. En sus de cet événement, et pour la première fois, la France dispose au PDAC d'un pavillon, dans laquelle Business France a pu faire venir une dizaine d'entreprises exposantes, comme Kineis, Liebherr ou Technip.

Actualités macroéconomiques

L'Alberta présente son budget pour 2025

Le ministre des finances de l'Alberta a présenté le budget 2025, intitulé « Meeting the Challenge ». Le budget prévoit un excédent de 5,8 Md CAD pour 2024-2025 mais anticipe un déficit de 5,2 Md CAD pour 2025-2026. Parmi les mesures phares du budget : un nouveau taux d'imposition des particuliers de 8% sur la première tranche de 60 000 CAD de revenu et l'augmentation de la taxe sur le carburant pour les locomotives de 5,5 à 6,5 cents le litre à partir du 1^{er} mars. Par ailleurs, le budget met fin au crédit d'impôt pour l'emploi familial et à l'Alberta climate leadership adjustment rebate, une aide versée aux familles à faible revenu pour s'adapter au nouveau prix provincial du carbone.

La Nouvelle-Ecosse franchit une étape importante dans la libéralisation du commerce interprovincial

Le Premier ministre de Nouvelle-Ecosse a présenté un projet de loi visant à supprimer les formalités administratives pour les importations de marchandises en provenance d'autres provinces et à permettre aux Canadiens d'autres juridictions de travailler en Nouvelle-Ecosse sans avoir à obtenir de licences supplémentaires. Le projet de loi précise néanmoins que les restrictions ne seront levées que pour les provinces mettant en place des mécanismes réciproques. Ce projet de loi fait écho à l'engagement pris par les premiers ministres provinciaux et fédéral fin janvier de s'attaquer aux barrières commerciales entre les provinces pour faire face aux éventuels droits de douane américains.

L'emploi salarié augmente en décembre

L'emploi salarié a augmenté en décembre (+0,1%; +25 300 emplois), après avoir diminué en novembre (-0,1%; -14 000 emplois). En glissement annuel, l'emploi salarié est en hausse de 0,9% (+ 158 000 emplois). L'emploi a particulièrement progressé dans le secteur du transport et de l'entreposage (+3,7%), contrebalançant la baisse de 4,2% enregistrée en novembre, en raison notamment de la grève dans les services postaux. En excluant ce secteur, l'emploi a peu varié en décembre. Des

augmentations de l'emploi salarié ont également été observées dans le secteur de la santé (+0,3%) et dans les administrations publiques (+0,4%).

Des syndicats demandent une bonification du régime d'assurance-emploi

Une coalition formée par quatre syndicats et groupes représentant les chômeurs souhaite l'implantation d'un projet pilote prévoyant notamment un niveau unique de 420 heures de travail annuel pour être éligible à l'indemnité de l'assurance-emploi, ainsi qu'une augmentation du montant des prestations. Si ce n'est pas la première fois que ces groupes revendiquent une amélioration de l'accessibilité à l'assurance-emploi, le contexte actuel des menaces des droits de douane renforce les inquiétudes des travailleurs et remet au cœur du débat le sujet de la protection face à la perte de son emploi.

Le PIB réel augmenté de 0,6% au T4 2025

Le produit intérieur brut réel a augmenté de 0,6% au dernier trimestre 2024, après une hausse de 0,5% au T3 2024. Cette croissance est attribuable à l'augmentation des dépenses de consommation des ménages et à la hausse des exportations et de l'investissement des entreprises. En effet, les dépenses des ménages ont crû de 1,4% au T4 2024, la plus forte croissance depuis deux ans. Cependant, le PIB par habitant a diminué de 1,4% en 2024, poursuivant la tendance baissière observée en 2023 (-1,3%).

Le Canada affiche un déficit de 5 Md CAD sur son solde courant au T4 2024

Le solde du compte courant du Canada affiche un déficit de 5 Md CAD au T4 2024, soit un accroissement du déficit de 1,4 Md Cad par rapport au trimestre précédent. Cet accroissement est attribuable à la diminution de l'excédent des revenus de placement et à la hausse du déficit pour le commerce de services. Le déficit commercial du commerce de biens a légèrement compensé cette tendance en se réduisant substantiellement (déficit de 0,4 Md Cad au T4 2024 contre un déficit de 2,8 Md CAD au T3 2024).

Entreprises

Couche-Tard envisage des négociations amicales avec Seven & i après l'échec de l'offre de rachat.

Couche-Tard pourrait entamer des négociations avec Seven & i après l'échec de l'offre de rachat de la famille fondatrice japonaise, qui n'a pas obtenu le financement nécessaire. L'offre de 47 milliards de dollars de Couche-Tard est désormais la seule proposition. La famille Ito, détenant 8 % de Seven & i, souhaitait privatiser l'entreprise pour éviter les pressions des actionnaires publics. Le gouvernement japonais a exprimé des préoccupations de sécurité nationale concernant une prise de contrôle étrangère.

National Grid cède ses énergies renouvelables à Brookfield pour 1,74 milliard \$

National Grid a conclu un accord pour vendre ses activités d'énergies renouvelables terrestres aux États-Unis à Brookfield Asset Management pour 1,74 milliard \$ US, dette incluse. Cette cession s'inscrit dans la stratégie de recentrage du groupe britannique sur ses réseaux énergétiques. National Grid Renewables, basée à Minneapolis, exploite 1,8 GW de capacités renouvelables et en construit 1,3 GW supplémentaires. La transaction, soumise aux approbations réglementaires, devrait être finalisée d'ici mars 2026. Brookfield renforce ainsi son portefeuille américain dans les énergies vertes.

La Caisse de dépôt et placement du Québec rachète Innergex pour 2,8 milliards \$

La Caisse de dépôt et placement du Québec a conclu une entente pour acquérir Innergex énergie renouvelable inc. au prix de 13,75 \$ par action, soit une prime de 58 % sur le dernier cours en bourse. La transaction valorise la société québécoise à 2,8 milliards \$. Ce rachat permet à la Caisse de renforcer son engagement dans les énergies renouvelables et d'assurer à Innergex une stabilité financière pour son développement. Le conseil d'administration d'Innergex appuie unanimement l'opération, qui inclut également un réinvestissement de 15 millions \$ par la direction de l'entreprise.

La BIC investit 194 M\$ pour étendre le réseau de recharge VE de JOLT

La Banque de l'infrastructure du Canada (BIC) accorde un prêt de 194 millions \$ à JOLT pour installer jusqu'à 1 500 nouvelles bornes de recharge rapide pour véhicules électriques (VE) dans les centres urbains. Chaque station offrira jusqu'à 7 kWh de recharge gratuite par jour, soit environ 50 km d'autonomie. Ce partenariat vise à accélérer l'adoption des VE au Canada en améliorant l'accessibilité des infrastructures de recharge, réduisant ainsi les émissions du secteur des transports.

Le CRTC impose des frais à Google pour appliquer la loi sur les services de presse en ligne

Le CRTC a annoncé qu'il imposerait des frais à Google afin de couvrir les coûts d'application de la loi sur les services de presse en ligne, qui contraint les grandes plateformes à rémunérer les médias pour leurs contenus. Cette décision intervient dans un contexte de tensions croissantes entre le Canada et les États-Unis sur le commerce et la fiscalité numérique. Google, qui a accepté de verser 100 millions de dollars par an aux éditeurs canadiens, dénonce cette mesure comme une contrainte réglementaire excessive. La règle entrera en vigueur le 1^{er} avril et les frais pourront varier d'une année sur l'autre.

Diversification nécessaire du secteur agroalimentaire canadien face à la menace tarifaire

L'industrie agricole canadienne doit diversifier ses exportations pour faire face à d'éventuels tarifs américains, selon un rapport de la Banque Royale du Canada. Actuellement, plus de 60 % des exportations agroalimentaires sont à destination des États-Unis, rendant le secteur vulnérable. Le rapport recommande d'exploiter les accords de libre-échange existants et de cibler de nouveaux marchés en Asie du Sud-Est, en Afrique, et au Moyen-Orient. En investissant dans l'innovation et les infrastructures, le Canada pourrait augmenter ses exportations de 44 milliards de dollars d'ici 2035.

Les évènements du mois de mars

4 mars : Webinaire Échanger avec le Canada grâce au CETA

La CCI française au Canada vous invite à un Atelier le 4 mars de 12h à 12h45 qui vise à présenter concrètement plusieurs cas (biens/services) et outils interactifs européens et canadiens pour vous repérer de manière pratique à travers les dispositions du CETA et faire gagner votre entreprise de chaque côté de l'Atlantique.

12-13 mars – Salon Americana

Le Forum sur l'environnement et Salon international des technologies environnementales. Proposant près de 100 conférences en français et en anglais, panels, ateliers, tables rondes, formations, actualités et rassemblant plus d'une centaine d'exposants et exposantes et 3 000 visiteurs en provenance de différents pays, Americana est le lieu par excellence pour les échanges techniques, scientifiques et commerciaux portant sur les grands enjeux du domaine environnemental. Le Salon accueillera de nouveau cette année une forte délégation française, menée par Business France.

18 mars - FCCCO – Webinaire Francophone

Le webinaire francophone de la FCCCO, en collaboration avec Green & Spiegel, un cabinet d'avocats spécialisé en droit de l'immigration, se tiendra en format virtuel. Ce webinaire abordera les mises à jour récentes en matière d'immigration et leur impact sur les communautés francophones.

20 mars : Gala de Reconnaissance 2025 (Montréal)

Chaque année, la Chambre de Commerce et d'Industrie Française au Canada est fière de reconnaître et de souligner les performances des meilleures entreprises françaises et canadiennes qui tissent la toile d'affaires franco-canadienne.

27 mars : « SME Club » de la Chambre du Commerce France Canada Ontario (Toronto)

Le « SME Club » de la FCCCO à Toronto est une initiative qui met à l'honneur les petites et moyennes entreprises (PME) en leur offrant une occasion de se mettre en avant auprès de la communauté d'affaires. Chaque rencontre inclut une présentation d'une PME, suivie d'échanges stratégiques avec des leaders d'industrie, favorisant les opportunités de collaboration et le partage d'idées.

Les résultats économiques de la semaine passée

Indicateur	Résultats
Balance des paiements - 4eme trimestre 2024	-4.99Md contre -3.62Md
Croissance du PIB annualisée - 4eme trimestre 2024	2.6% contre 2.2%
Croissance du PIB (QoQ) - 4eme trimestre 2024	0.6% contre 0.3%

L'agenda économique de la semaine prochaine

Indicateur	Date de publication
Indice Ivey des gestionnaires des achats (Février)	6 mars
Salaire horaire moyen (YoY) (Février)	7 mars
Variation nette du chômage (Février)	7 mars
Taux de chômage (Février)	7 mars

Principaux indicateurs statistiques

Indicateur	Dernière mesure	Valeur du mois n	Valeur du mois n-1	Variation
Taux d'inflation calculé en glissement annuel	Janvier 2025	1.9%	1,8%	+0.1%
Indice des prix des produits industriels (IPPI) en glissement annuel	Janvier 2025	+1.6%	+0,2%	+1.4%
Balance commerciale de biens (désaisonnalisée)	Décembre 2024	708 M CAD	-323 M CAD	+1031 M CAD
Balance commerciale des services (désaisonné)	Décembre 2024	-100 M CAD	-319 M CAD	+219 M CAD
Taux de chômage	Janvier 2025	6.6%	6,7%	-0.1%
Commerce de gros calculé en glissement mensuel	Décembre 2024	83.6 Md CAD	119,1 Md CAD	-35.5 Md CAD
Commerce de détail calculé en glissement mensuel	Décembre 2024	69.6 Md CAD	67,6 Md CAD	+2 Md CAD
Taux de change EUR/CAD	Février 2025	1.5047	1,5020	+0.18%
Taux de change USD/CAD	Février 2025	1.4339	1,4401	-0.005%

Quelques notes du mois de février



Menaces tarifaires contre le Canada – un « wake-up call » pour le pays ?

Face aux menaces tarifaires américaines et au sentiment d'être ciblé par le Président des États-Unis, le Canada a pris conscience de la nécessité de diversifier son modèle économique, actuellement trop dépendant du marché américain. Les projets d'approfondissement du marché intérieur, de relance d'infrastructures et de diversification commerciale se multiplient, mais leur succès dépendra de la capacité du gouvernement fédéral à les pérenniser.

Commerce avec le Canada : des exportations françaises qui se maintiennent et un excédent commercial au plus haut depuis le COVID

Le commerce France-Canada a atteint 8,1 Md€ en 2024, en baisse de 3,3% par rapport à 2023. Les importations françaises ont diminué de 6,8% 3,9 Md€ tandis que les exportations sont restées stables 4,2 Md€ grâce à l'industrie agroalimentaire. Cette baisse des importations a permis à la France d'afficher un excédent commercial de 258 M€, après un léger déficit en 2023 -44 M€. La France est devenue le 10ème partenaire commercial du Canada, tandis que le Canada reste le 28ème partenaire de la France.



Les déplacements du SER en décembre

Sur les trace des pionniers (français) de l'atome au Canada - CNL



L'Ambassadeur de France au Canada, Michel Miraillet, accompagné du service économique et du service de coopération et d'action culturelle, a récemment visité Deep River et Chalk River, lieux emblématiques du programme nucléaire canadien. À Deep River, la délégation a visité le musée de l'héritage canadien sur le nucléaire, qui abrite des artefacts et des photos retraçant l'histoire du nucléaire au Canada. Cette histoire a commencé avec les travaux du Laboratoire de Montréal, dirigé par le Français H. von Halban et comprenant d'autres scientifiques français tels que Bertrand Goldschmidt et Pierre Auger, tous héritiers des recherches des Joliot-Curie. Ces travaux ont conduit au développement du premier réacteur canadien, le ZEEP, à

Chalk River, sous la direction de Lew Kowarsky, un autre chercheur français de renom. La visite s'est poursuivie aux Laboratoires Nucléaires Canadiens (CNL), un acteur majeur de la recherche sur les micro-réacteurs modulaires, la production d'hydrogène à partir du nucléaire, le démantèlement, la gestion des déchets, et les effets de la radioactivité sur l'humain et l'environnement. Le CNL est également reconnu mondialement pour ses travaux sur la production d'isotopes médicaux pour les traitements contre le cancer. Le centre coopère avec des acteurs français comme le CEA et l'ASNR sur plusieurs de ces sujets.

Séminaire à Ottawa sur les minéraux critiques

Lors d'un séminaire à Ottawa, organisé par la Chambre de Commerce du Canada, le service économique régional a présenté l'état de la coopération bilatérale entre la France et le Canada. Cette collaboration, renforcée par la signature d'un Mémorandum of Understanding en septembre 2023, met en lumière l'importance des minéraux critiques.

Le Canada, avec son sous-sol riche en minéraux critiques, est une priorité stratégique pour la France dans le cadre de la diplomatie des minéraux critiques. Les tensions récentes avec les États-Unis accentuent l'intérêt d'un partenariat avec l'Union européenne, bien que des progrès restent à accomplir.



Retrouvez toutes les notes des Services économiques français au Canada sur notre [site internet](#) et sur notre [page](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsables de la publication : Morgan Larhant, Félix De Liège, SER d'Ottawa

Rédaction : Justine Pourailly, Maxime Berkouk, SER d'Ottawa

Abonnez-vous [aux brèves hebdomadaires des Services économiques français au Canada](#) !